

Pacem et circences

L'Express – Humeur - Sylvain Ranjalahy – 20/10/12

On en perd son latin avec cette crise. D'un côté il y a la Sadc qui avance à reculons dans sa médiation et dans sa tentative de recherche de solution. Un pas en avant, cent pas en arrière, elle s'est appropriée à sa façon la théorie de Mao. Et à chaque halte, elle annonce que les chefs d'État membres vont prendre une décision définitive pour régler une bonne fois pour toute la crise. Puis, on recommence les négociations depuis le début.

Cela fait quatre ans que cela dure et on n'est pas près d'en finir. À preuve, les émissaires de la Sadc ont bouclé leur mission d'évaluation et vont adresser leur rapport au président de la communauté. Celui-ci va faire à son tour des recommandations, comme il y en a eu des dizaines depuis 2009, à tous les chefs d'état qui décideront du retour de l'ancien président Ravalomanana. Supposons qu'ils se prononcent en faveur du rival de Rajoelina et recommandent le retour du président destitué malgré tous les risques. Il est clair que ni l'Armée, ni les partisans de TGV, encore moins l'association des victimes de la tragédie du 7 février 2009 n'accepteront cette résolution.

Par quel moyen, par quelle force exécutoire la Sadc pourra-t-elle imposer cette décision pour qu'on l'applique C'est toute la question et on craint qu'on ait perdu davantage du temps. On doute qu'on puisse laisser rentrer l'ancien Président comme la décision des chefs d'État de la Sadc pourrait l'adopter. Le laisser se présenter à l'élection présidentielle est une autre paire de manche. Mais les deux sont liés et le second motive le premier. C'est ainsi depuis le début de la crise et dans toutes les négociations dont aucun accord, aucune résolution n'a été appliquée. On ne voit pas de raison ni d'avancée notable dans les comportements et les positions des uns et des autres pour qu'il en aille autrement.

De l'autre côté il y a la communauté internationale en général et les Nations unies en particulier qui jouent au yo-yo dans le financement promis des préparatifs électoraux. La Cénit, après avoir un moment, affiché son indépendance a dû se plier aux conditionnalités des Nations unies en acceptant presque dans son intégralité leur chronogramme électoral en échange d'une promesse d'appui et de soutien. Cela n'a pas suffi. La Cénit s'est dévêtue davantage de ses prérogatives dans l'espoir de pouvoir faire accélérer le processus et s'est fait prendre en sandwich entre l'État et la communauté internationale. Cela n'a pas permis jusqu'ici d'avoir la signature du fameux Pacem (Programme d'appui au cycle électoral de Madagascar). Un document où doivent être inscrits les engagements financiers du gouvernement malgache et de la communauté internationale sur un total de 71 millions de dollars.

Le paradoxe est que la communauté internationale exige un geste fort de la partie malgache dont l'engagement a été qualifié de cacahuète par l'ambassadeur européen. Pour le moment l'État a versé à la Cénit près de 3 millions de dollars contre 239.000 dollars pour la communauté internationale. On se demande qui fait du chantage dans cette affaire. Le fait est que le retard pris par la signature du Pacem retarde d'autant les préparatifs des élections comme la refonte de la liste électorale.

L'État, à en juger ses ressources propres qui lui permettent de payer sans le moindre retard les fonctionnaires, de réaliser des projets importants comme les stades, les hôpitaux, l'achat d'hélicoptères... a certainement les moyens d'organiser tout seul ces élections mais l'initiative est taxée d'unilatérale et d'impropre pour l'organisation d'élections justes, libres et transparentes. C'est ce qu'il serait tenté de faire à l'allure où vont les choses et il s'y prépare visiblement à travers les récentes tournées qui sont à la fois une mise en condition et un échauffement.

À défaut de Pacem, le patron de la Transition ne se prive pas de circences. Une politique qui fait ses preuves depuis la Rome antique pour obtenir d'un peuple respect et soumission, pour qu'il ne se soulève pas sous le poids de la crise. Pour gagner la partie, la Cénit a intérêt à répondre du berger à la bergère.

Civis pacem para bellum disent les Latins. Si vous voulez la paie, faites la guerre en termes plus simples. Il s'agit bien évidemment de guerre des nerfs ou plutôt le nerf de la guerre.

Source : <http://www.lexpressmada.com/3081-humeur/pacem-et-circences.html>